

# Table des matières

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>p. 2</b>
I.    Formulation du questionnement initial : l'énigme juridique de la transmission successorale.....	p. 2
II.   Choix d'une méthode de sociologie juridique et d'herméneutique juridique applicable au présent essai.....	p. 5
II.1. choix d'une méthode de sociologie juridique.....	p. 5
II.2. choix d'une méthode d'herméneutique juridique.....	p. 9
II.2.1. la méthode génétique.....	p. 9
II.2.2. le décloisonnement.....	p. 12
III.  Enoncé de la thèse – Originalité de la recherche.....	p. 14
IV.  Délimitations de la recherche - Plan.....	p. 18

## **PREMIÈRE PARTIE : À LA RECHERCHE DES ORIGINES DU CONCEPT : L'ENQUÊTE CONCEPTUELLE DIACHRONIQUE.....p. 24**

### **Chapitre I. Le régime de la saisine héréditaire dans le Code civil..... p. 24**

**Section I.** Les mentions de la saisine héréditaire dans le texte du Code..... p. 24

**Section II.** La doctrine postérieure au Code civil..... p. 26

**Section III.** Les travaux préparatoires du Code civil..... p. 37

### **Chapitre II. Le régime de la saisine chez les auteurs antérieurs au Code civil et postérieurs à la rédaction officielle des coutumes..... p. 48**

**Section I.** La pensée de Pothier..... p. 48

**Section II.** La pensée de Domat..... p. 55

**Section III.** La pensée d'Argou..... p. 58

**Section IV.** La pensée de Loysel..... p. 59

**Section V.** La pensée de Coquille..... p. 62

<b>Chapitre III. Le régime de la saisine avant la rédaction officielle des coutumes.....</b>	<b>p. 65</b>
<b>Section I.</b> Les coutumiers privés du XIIIe siècle.....	p. 65
I. Les Etablissements de saint Louis.....	p. 65
II. La pensée de Beaumanoir.....	p. 67
<b>Section II.</b> La jurisprudence coutumière en matière de saisine.....	p. 72
I. Les Olim.....	p. 72
II. La jurisprudence de la Haute Cour de Namur au XVe siècle.....	p. 73
<b>Conclusion de la première partie.....</b>	<b>p. 79</b>

**DEUXIEME PARTIE : LE CONCEPT TRANSVERSAL DE SAISINE EN DROIT CIVIL.....p. 83**

**Titre I. La faculté *statique* de la saisine : mise en lumière d'un *droit réel de posséder* et conception de la nature *duale* de la possession.....p. 83**

**Chapitre I. Cheminement vers une détermination de la nature juridique et des effets de la saisine héréditaire en droit positif.....p. 83**

**Section I.** Conceptualisation de la possession chez les romanistes médiévaux – le traité d'André Tiraqueau.....p. 84

Sous-section I.1. Les glossateurs et post-glossateurs et l'évolution du concept de possession..... p. 84

    I.1.1. La pensée de Jean Bassien et le *ius possidendi*..... p. 85

    I.1.2. La pensée de Guillaume de Cun et la possession civile exercée civilement..... p. 85

Sous-section I.2. Le lien entre les glossateurs et post-glossateurs et la saisine coutumière : le traité d'André Tiraqueau..... p. 88

**Section II.** Méprise du Code civil sur la nature juridique de la possession.....p. 95

Sous-section II.1. La différence entre l'analyse de Tiraqueau et le régime du Code civil..... p. 95

Sous-section II.2. Jean Domat et le *ius possidendi*..... p. 98

Sous-section II.3. L'erreur d'analyse de Pothier..... p. 99

Sous-section II.4. Le Code prussien -ALR- de 1794 et la double distinction qu'il consacre : droit à la possession *versus* droit *de* la possession / possession de bonne foi *versus* possession de mauvaise foi..... p. 102

Sous-section II.5. Le Code civil français de 1804 et la simple distinction possession de bonne foi <i>versus</i> possession de mauvaise foi.....	p. 105
<b>Section III.</b> Les carences du Code civil et la redéfinition nécessaire des effets véritables de la saisine héréditaire.....	p. 107
<b>Chapitre II. La saisine héréditaire révèle l'existence d'un droit réel de posséder méconnu par le Code civil.....</b>	<b>p. 113</b>
<b>Section I.</b> La saisine héréditaire est-elle, en droit positif, un droit subjectif ?.....	p. 115
Sous-section I.1. Définition du droit subjectif.....	p. 117
Sous-section I.2. Application de la définition à la saisine héréditaire.....	p. 129
I.2.1. L'existence d'un pouvoir juridique spécifique, un pouvoir d'agir, du titulaire du droit subjectif vis-à-vis de ce qui en forme l'objet -face dite « <i>interne</i> » du droit subjectif.....	p. 129
I. 2.2. Le pouvoir juridique spécifique « d'agir » reconnu au titulaire du droit subjectif est lié à un intérêt recherché par celui-ci, inhérent au droit subjectif.....	p. 130
I.2.3. Le droit subjectif porte en lui un pouvoir de rayonnement juridique vis-à-vis des tiers car le titulaire peut en exiger le respect -face dite « <i>externe</i> » du droit subjectif-.....	p. 131
I.2.4. L'existence d'une action qui permet au titulaire du droit subjectif de faire sanctionner le non-respect par autrui de son droit.....	p. 132
<b>Section II.</b> Le droit de posséder est un <i>ius in re aliena</i> – classification dans les droits réels.....	p. 135
Sous-section II.1. Le droit de propriété revisité.....	p. 135
II.1.1. Introduction.....	p. 135
II.1.2. La définition matricielle de Vareilles-Sommières.....	p. 136
II.1.3. Influence de la nouvelle conception de la propriété dans la théorie « néo-personnaliste » des droits réels.....	p. 139
II.1.4. Influence de Vareilles-Sommières et de Ginossar sur la conception de la propriété de la Cour européenne des droits de l'homme.....	p. 144
II.1.5. La conception de la propriété dans la doctrine contemporaine.....	p. 147

II.1.6. L'arrêt de la Cour de cassation du 4 novembre 2010 : « <i>la nue-propriété est le droit de propriété lui-même, temporairement grevé du droit de l'usufruitier sur le même bien</i> ».....	p. 154
II.1.7. Nature du droit réel d'usufruit .....	p. 156
II.1.8. Nature du droit réel de nue-propriété .....	p. 159
II.1.9. La propriété est insécable .....	p. 160
Sous-section II.2. Application au droit subjectif de posséder.....	p. 164
Sous-section II.3. La place du droit de posséder dans le « contenant » de la propriété.....	p. 170
<b>Chapitre III. Nature <i>duale</i> de la possession -état de fait <u>ET</u> droit réel-</b> .....	<b>p. 190</b>
<b>Section I.</b> Principe.....	p. 190
<b>Section II.</b> La figure du constitut possessoire en cas de vente conçue comme un paradigme de la démonstration : elle ne peut être expliquée que par la compréhension de la nature <i>duale</i> de la possession .....	p. 191
<b>Section III.</b> Le droit réel de posséder à l'épreuve de la règle attributive de propriété de l'article 2279 du Code civil.....	p. 197
Sous-section III.1. Le droit réel de posséder et l'effectivité de la possession.....	p. 197
Sous-section III.2. Le droit réel de posséder et l'acquisition <i>a non domino</i> .....	p. 200
<b>Section IV.</b> Le droit réel de posséder à l'épreuve de l'article 1141 du Code civil.....	p. 204
<b>Section V.</b> Le droit réel de posséder à l'épreuve des conceptions évolutives du <i>corpus possessionis</i> .....	p. 210
Sous-section V.1. <i>corpus</i> – emprise matérielle <i>versus corpus</i> – pouvoir de fait.....	p. 210
Sous-section V.2. Le droit réel de posséder à l'épreuve du projet de loi du 31 octobre 2018 portant insertion du Livre 3 « Les biens » dans le nouveau Code civil.....	p. 218
Sous-section V.3. Le droit réel de posséder à l'épreuve de la conception du <i>corpus possessionis</i> en droit comparé : <i>corpus</i> -pouvoir de fait <i>statique</i> ou <i>corpus</i> -pouvoir de fait <i>dynamique</i> ?.....	p. 224
<b>Section VI.</b> Le droit réel de posséder à l'épreuve des conceptions évolutives de l' <i>animus possessionis</i> .....	p. 229
<b>Section VII.</b> Les conceptions évolutives et la figure du constitut possessoire comme démonstration de l'absence de fondement juridique d'un transfert <i>intellectuel</i> de la possession.....	p. 234

**Chapitre IV. Intérêt de la démonstration : le principe de « continuation » de la possession explicable par la seule nature duale de celle-ci.....p. 241**

**Chapitre V. Intérêt de la démonstration : le droit réel de posséder et la loi du 11 juillet 2013 en matière de sûretés réelles mobilières.....p. 244**

**Section I.** Présentation succincte de la loi du 11 juillet 2013 en matière de sûretés réelles mobilières.....p. 244

**Section II.** Analyse du « *droit à la possession* » concédé au créancier gagiste face à un constituant du gage non consommateur.....p. 246

**Section III.** Le droit réel de posséder du créancier gagiste et l'article 2279 du Code civil.....p. 265

**Chapitre VI. Intérêt de la démonstration : le droit réel de posséder et l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 13 octobre 2011 en matière d'actions possessoires.....p. 269**

**Section I.** Position du problème.....p. 269

**Section II.** L'arrêt de la Cour constitutionnelle du 13 octobre 2011.....p. 272

**Section III.** La loi du 25 avril 2014 ayant modifié l'article 1370 du Code judiciaire.....p. 274

**Section IV.** Contrariété de l'article 1370, alinéa 2, nouveau, du Code judiciaire à la règle générale du non-cumul du possessoire et du pétitoire de l'article 1371, alinéa 1<sup>er</sup>, du même Code – Incohérence de la loi.....p. 275

**Section V.** Une réponse harmonieuse possible : le *droit réel de posséder* (la saisine conçue dans sa faculté *statique*) compris dans le titre légal ou conventionnel.....p. 283

**Section VI.** Le projet de loi du 31 octobre 2018 insérant un Livre 3 « Les biens » dans le nouveau Code civil – L'article 3.25 proposé.....p. 284

**Conclusion du titre premier de la deuxième partie.....p. 286**

**Titre II. La faculté *dynamique* de la saisine : la mécanique du transfert de propriété - de la saisine « matérielle » à la saisine « conceptuelle non écrite ».....p. 289**

**Chapitre I.** Le socle commun aux deux systèmes juridiques (français et allemand) : la mécanique du transfert de propriété en droit romain .....p. 289

**Chapitre II.** La mécanique du transfert de propriété en droit allemand.....p. 291

**Chapitre III.** La mécanique du transfert de propriété en droit français.....p. 296

<b>Section I.</b>	Sous l’Ancien droit français : le formalisme des « œuvres de loi » ou « nantissement » - évolution vers la clause de « dessaisine-saisine » - évolution vers le transfert <i>solo consensu</i> .....	p. 296
<b>Section II.</b>	Critique de la pertinence du transfert <i>solo consensu</i> .....	p. 300
Sous-section II.1.	Premier indice de mise en cause du transfert <i>solo consensu</i> : la filiation du Code civil.....	p. 300
Sous-section II.2.	Deuxième indice de mise en cause du transfert <i>solo consensu</i> : le droit comparé.....	p. 305
Sous-section II.3.	Troisième indice de mise en cause du transfert <i>solo consensu</i> : la nécessaire distinction de la <i>phase de formation</i> et de la <i>phase d’exécution</i> du contrat.....	p. 307
Sous-section II.4.	Quatrième indice de mise en cause du transfert <i>solo consensu</i> : quand « l’erreur historique devient source de loi ».....	p. 311
Sous-section II.5.	Cinquième indice de mise en cause du transfert <i>solo consensu</i> : la nature de l’obligation ne permet pas le transfert du droit réel.....	p. 319
<b>Section III.</b>	La théorie de la « saisine conceptuelle non écrite ».....	p. 321
Sous-section III.1.	Les quatre phases chronologiques de la saisine <i>dynamique</i> .....	p. 321
Sous-section III.2.	La théorie de la « saisine conceptuelle non écrite » dans les actes à titre gratuit.....	p. 326
<b>Chapitre IV.</b>	<b>Intérêt de la démonstration - une première application de la « saisine conceptuelle non écrite » dans la clause de réserve de propriété.....</b>	<b>p. 329</b>
<b>Chapitre V.</b>	<b>Intérêt de la démonstration - une seconde application de la « saisine conceptuelle non écrite » dans la fiducie.....</b>	<b>p. 342</b>
<b>Conclusion du titre second de la deuxième partie.....</b>		<b>p. 348</b>

**TROISIÈME PARTIE : LE CONCEPT TRANSVERSAL DE SAISINE DÉCLINÉ DANS LA SAISINE HÉRÉDITAIRE : NOUVELLE DÉFINITION DE L’INSTITUTION ET APPORTS PRATIQUES.....**

**p. 352**

**Chapitre I. Champ d’application *ratione materiae* de la saisine héréditaire – rappel.....**

**p. 352**

**Section I. L’objet de la saisine héréditaire - La saisine héréditaire a un objet strictement possessoire.....**

**p. 354**

Sous-section I.1. Le droit de percevoir les fruits n'intègre pas l'objet -strictement possessoire- de la saisine héréditaire.....	p. 356
Sous-section I.2. La titularité des droits et actions du défunt n'intègre pas l'objet -strictement possessoire- de la saisine héréditaire.....	p. 357
Sous-section I.3. L'obligation au passif successoral n'intègre pas l'objet -strictement possessoire- de la saisine héréditaire.....	p. 359
I.3.1. Le principe.....	p. 359
I.3.2. Les arrêts des 20 octobre 2011 et 22 février 2018 de la Cour constitutionnelle remettent-ils en cause le principe de l'absence de lien entre la saisine et l'obligation <i>ultra vires</i> ?.....	p. 361
<b>Section II. La nature de la saisine héréditaire – la saisine héréditaire est un droit réel de posséder qui est contenu dans la propriété.....</b>	<b>p. 376</b>
Sous-section II.1. Les apports et enseignements des première et deuxième parties de l'étude appliqués à la saisine héréditaire.....	p. 376
Sous-section II.2. La transmission de la propriété de la succession.....	p. 379
<b>Chapitre II. Champ d'application <i>ratione personae</i> de la saisine héréditaire.....</b>	<b>p. 382</b>
<b>Section I. La situation <i>de lege lata</i> : incohérences du système et insécurité juridique.....</b>	<b>p. 382</b>
Sous-section I.1. La nomenclature du Code civil.....	p. 382
Sous-section I.2. Les héritiers légaux sont-ils les titulaires <i>naturels</i> de la saisine héréditaire ? – Existe-t-il un droit naturel à l'héritage ?.....	p. 386
I.2.1. Le fondement du droit d'hérité dans l'école du droit naturel et la morale chrétienne.....	p. 387
a. Grotius et Pufendorf.....	p. 387
b. Domat.....	p. 388
I.2.2. Le fondement du droit d'hérité dans la philosophie des Lumières.....	p. 389
a. Montesquieu et l'Esprit des Lois.....	p. 389
b. Pothier.....	p. 389
c. Kant et la Métaphysique des mœurs.....	p. 390
I.2.3. Le fondement du droit d'hérité dans le Code civil.....	p. 394
I.2.4. Le droit d'hérité dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.....	p. 398

Sous-section I.3. Succession légale <i>versus</i> succession testamentaire.....	p. 400
Sous-section I.4. Les insécurités juridiques générées par notre système légal <i>ratione personae</i> de la saisine héréditaire.....	p. 406
I.4.1. Insécurité juridique liée à la paralysie de la saisine dans le chef du légataire universel institué par testament olographe ou international.....	p. 406
I.4.2. Insécurité juridique liée à la paralysie de la saisine dans le chef du légataire à titre universel ou particulier confronté à un réservataire.....	p. 408
I.4.3. Insécurité juridique liées à la disjonction entre le successeur <i>saisi</i> et le successeur <i>débiteur du legs</i> .....	p. 409
I.4.4. Insécurité juridique liée à l'absence de successeurs habilités à délivrer les legs.....	p. 413
I.4.5. Discrimination du légataire à titre particulier quant au droit aux fruits.....	p. 414
<b>Section II.</b> Divisibilité <i>ipso iure</i> / divisibilité <i>ratione tituli</i> de la saisine héréditaire.....	p. 415
Sous-section II.1. Les saisines <i>divisibles ipso iure</i> .....	p. 415
II.1.1. La saisine <i>divisible ipso iure</i> du cohabitant légal survivant.....	p. 415
II.2.2. La saisine <i>divisible ipso iure</i> du successeur anormal.....	p. 418
Sous-section II.2. La saisine divisible <i>ratione tituli</i> du légataire à titre particulier et de l'institué contractuel à titre particulier.....	p. 419
<b>Section III.</b> La saisine héréditaire du conjoint survivant.....	p. 420
<b>Conclusion des chapitres I et II : De lege ferenda : abolition du clivage entre transmission de la propriété et transmission de la possession de la succession - extension de la saisine à tous les successibles – abolition de l'envoi en possession – abolition de la délivrance des legs.....</b>	<b>p. 424</b>
<b>Chapitre III. Harmonisation de l'analyse causale de la saisine héréditaire et des objectifs fonctionnels de la transmission successorale.....</b>	<b>p. 427</b>
<b>Section I.</b> Harmonisation des analyses causale et fonctionnelle <i>ratione personae</i> : la « <i>saisine fonctionnelle exclusive</i> » des réservataires.....	p. 428
Sous-section I.1. Réserve en nature / Réserve en valeur.....	p. 432
Sous-section I.2. Les exceptions à la consécration du principe de la réserve exprimée en valeur justifiant une « <i>saisine fonctionnelle exclusive</i> » des réservataires.....	p. 435



Sous-section I.3. Le droit de posséder -la saisine dans sa faculté <i>statique</i> -inhérent au droit de propriété de par sa nature, peut-il, d'un point de vue causal, en être disjoint par l'effet de la loi ou du contrat ?.....	p. 438
I.3.1. Réflexions liminaires.....	p. 438
I.3.2. L'approche causale est apte à expliquer la disjonction du droit réel de posséder de la propriété.....	p. 440
I.3.3. <i>De lege lata</i> : disjonction à effet retardant de la saisine héréditaire du droit de propriété.....	p. 443
<b>Section II. Harmonisation des analyses causale et fonctionnelle <i>ratione materiae</i>.....</b>	<b>p. 445</b>
Sous-section II.1. L'objectif fonctionnel de la collecte des informations destinées à reconstituer l'actif et le passif de la masse indivise.....	p. 446
Sous-section II.2. L'objectif fonctionnel de la protection et/ou de l'augmentation des droits de la masse indivise.....	p. 450
<b>Conclusion de la troisième partie.....</b>	<b>p. 454</b>
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>p. 456</b>
<b>Formulation d'une proposition de loi.....</b>	<b>p. 468</b>
Exposé des motifs.....	p. 470
Proposition de loi.....	p. 484
<b>Bibliographie.....</b>	<b>p. 488</b>
Sources de l'Ancien droit.....	p. 488
Ouvrages - Monographies - Thèses.....	p. 489
Articles.....	p. 501
<b>Table des matières.....</b>	<b>pp. I-IX</b>

\*\*\*\*\*